

Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

Cette loi nécessitait 70 décrets. 48 décrets ont été pris :

- Décret n° 2005-373 du 20 avril 2005 (JO du 23/04/05)
- Décret du 24 juin 2005 (JO du 25/06/05)
- Décret n° 2005-724 du 29 juin 2005 (JO du 30/06/05)
- Décret n° 2005-725 du 29 juin 2005 (JO du 30/06/05)
- Décret n° 2005-988 du 10 août 2005 (JO du 13/08/05)
- Décret n° 2005-1013 du 24 août 2005 (JO du 25/08/05)
- Décret n° 2005-1014 du 24 août 2005 (JO du 25/08/05)
- Décret n° 2005-1194 du 22 septembre 2005 (JO du 23/09/05)
- Décret n° 2005-1203 du 22 septembre 2005 (JO du 25/09/06)
- Décret n° 2005-1587 du 19 décembre 2005 (JO du 20/12/05)
- Décret n° 2005-1588 du 19 décembre 2005 (JO du 20/12/05)
- Décret n° 2005-1589 du 19 décembre 2005 (JO du 20/12/05)
- Décret n° 2005-1590 du 19 décembre 2005 (JO du 20/12/05)
- Décret n° 2005-1591 du 19 décembre 2005 (JO du 20/12/05)
- Décret n° 2005-1617 du 21 décembre 2005 (JO du 23/12/05)
- Décret n° 2005-1694 du 29 décembre 2005 (JO du 30/12/05)
- Décret n° 2005-1714 du 29 décembre 2005 (JO du 30/12/05)
- Décret n° 2005-1732 du 30 décembre 2005 (JO du 31/12/05)
- Décret n° 2005-1752 du 30 décembre 2005 (JO du 31/12/05)
- Décret n° 2005-1754 du 30 décembre 2005 (JO du 31/12/05)
- Décret n° 2005-1759 du 29 décembre 2005 (JO du 31/12/05)
- Décret n° 2005-1760 du 29 décembre 2005 (JO du 31/12/05)
- Décret n° 2005-1761 du 29 décembre 2005 (JO du 31/12/05)
- Décret n° 2005-1766 du 30 décembre 2005 (JO du 31/12/05)
- Décret n° 2005-1774 du 30 décembre 2005 (JO du 31/12/05)
- Décret n° 2005-1776 du 30 décembre 2005 (JO du 31/12/05)
- Décret n° 2006-26 du 9 janvier 2006 (JO du 11/01/06)
- Décret n° 2006-56 du 18 janvier 2006 (JO du 19/01/06)
- Décret n° 2006-130 du 8 février 2006 (JO du 09/02/06)
- Décret n° 2006-134 du 9 février 2006 (JO du 10/02/06)
- Décret n° 2006-135 du 9 février 2006 (JO du 10/02/06)
- Décret n° 2006-136 du 9 février 2006 (JO du 10/02/06)
- Décret n° 2006-138 du 9 février 2006 (JO du 10/02/06)
- Décret n° 2006-148 du 13 février 2006 (JO du 14/02/06)
- Décret n° 2006-150 du 13 février 2006 (JO du 14/02/06)
- Décret n° 2006-152 du 13 février 2006 (JO du 14/02/06)
- Décret n° 2006-413 du 6 avril 2006 (JO du 08/04/06)
- Décret n° 2006-414 du 6 avril 2006 (JO du 08/04/06)
- Décret n° 2006-434 du 12 avril 2006 (JO du 14/04/06)
- Décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 (JO du 04/05/06)
- Décret n° 2006-509 du 3 mai 2006 (JO du 05/05/06)
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 (JO du 18/05/06)
- Décret n° 2006-564 du 17 mai 2006 (JO du 19/05/06)
- Décret n° 2006-565 du 17 mai 2006 (JO du 19/05/06)
- Décret n° 2006-703 du 16 juin 2006 (JO du 17/06/06)

Au 1^{er} octobre 2006, il reste 22 décrets à prendre :

1. 4 décrets sont en cours de signature ou de publication :

- Le décret prévu par l'article 6 (Observatoire sur le handicap) est en cours de signature.
- Le décret prévu par l'article 39 (Droits des travailleurs, contrat de soutien) est en cours de signature.
- Les deux décrets prévus par l'article 45 (Accessibilité – voirie) sont en cours de signature.

2. 4 décrets ont reçu l'avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCHP) mais leur processus de consultation n'est pas achevé :

- Le décret en Conseil d'Etat prévu par l'article 28 (article 24 du code des pensions civiles et militaires des retraites) (Départ anticipé à la retraite fonction publique) est en cours d'examen au Conseil d'Etat.
- Le décret en Conseil d'Etat prévu par l'article 41 V (Formation à l'accessibilité des bâtiments pour les personnes handicapées) est en cours d'examen au Conseil d'Etat, à la section sociale le 14 novembre 2006.
- Le décret en Conseil d'Etat prévu par l'article 47 (Accessibilité des services de communication en ligne) sera prochainement soumis à l'examen du Conseil d'Etat.
- Le décret en Conseil d'Etat prévu par l'article 64 (Conditions de recueil des informations auprès des établissements) est en cours d'élaboration au plan interministériel. Il sera transmis au Conseil d'Etat en octobre.

3. 12 décrets restent à prendre dont 6 doivent recevoir l'avis du CNCPH :

a) Le décret prévu par l'article 12 (Prestation de compensation en établissement) doit repasser devant le CNCPH (octobre 2006).

- Le décret en Conseil d'Etat prévu par les articles 41, 49 et 51 (Accessibilité des locaux professionnels) est en cours d'élaboration au plan interministériel.
- Les deux décrets prévus par l'article 78 (Accès aux services publics, modalités de prise en compte des déficients auditifs), (Accès des déficients auditifs aux services téléphoniques d'urgence) sont en cours d'élaboration au plan interministériel. Le premier décret recevra l'avis du CNCPH courant novembre.
- Les deux décrets prévus par l'article 88 (Recueil d'information auprès des Maisons départementales des personnes handicapées), dont l'un des décrets est en Conseil d'Etat, sont en cours d'élaboration, une saisine de la CNIL est nécessaire.

b) 8 autres décrets sont en cours d'élaboration :

- Le décret prévu par l'article 18 (Frais hébergement en établissement) est au stade de la réflexion sur l'impact des personnes âgées.
- Le décret prévu par l'article 21 (Enseignants déficients sensoriels) est en cours d'élaboration au plan interministériel.
- Le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 33 (Temps partiel de droit dans la fonction publique territoriale) est en cours de concertation interministérielle.

- Les deux décrets prévus à l'article 39 (Fonctionnement des établissements et services) demandent un travail important de concertation avec les associations des personnes handicapées et les organismes gestionnaires.

- Le décret prévu par l'article 51 (Modalités d'inscription, dans les documents d'urbanisme des communes, des réserves foncières correspondant aux équipements prévus par le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale) est en cours d'élaboration au plan interministériel.

- Le décret prévu à l'article 73 (Accessibilité des bureaux et techniques de vote) est en cours de concertation interministérielle.

- Le décret prévu par l'article 80 (Formation des aidants familiaux) pourrait être abandonné, suite aux mesures alternatives prises lors de la conférence sur la famille du 3 juillet 2006